L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX : rue de Chartres 73.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 24 JANVIER 1863.

Entre Bienv

Nouvelle-Orléans :

SAMEDI MATIN, 24 JANVIER.

DOUBLE FEUILLE.— On trouvera dans notre seconde page les annonces du shérif, celles des compagnies d'assurance, les départs des navires et le feuilleton de l'*Abeille*.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par E. B. Sykes, à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 59—graines de sarrasin et marchandises diverses.

Par Vincent & Co, à 10 heures, dans la rue de la Decatur, No 84—lin blanc.

Par E. Scott, à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 54—jambons, bœuf, bacon, maquereaux, thé, beurre, &c., &c.

Par D. E. Morphy, à 10 heures, au Pitoyune Tier, immédiatement au-dessous du dépôt du chemin de fer des Opelousas, la cargaison du brick Beaver—A 10 heures, dans la rue des Magasins, No 47—marchandises diverses.

Et au No 67, rue des Magasins—Sabap—Au No 49, rue Tchoupitoulas—farine.

Par E. T. Montgomery, à midi, dans la rue du Camp, No 97—groceries de choix, whisky, eau-de-vie.

Par Isaac S. Hart, à la Bourse des Marchands et Encanteurs—trois terrains rue Gasquet, près Broad.

Par L. Roger & Co, à leurs salles d'encan—chaussures.

Par E. Gutierrez, No 9 rue du Camp—tout le contenu du magasin de un qui fait.

Par J. B. Crozat, encanteur, Magasins et Harmony—un café, billard, et des meubles.

A 11 heures, en vente le café des Arts, situé encoignure Conde et St-Philippe.

SUCCESSION GAVINO LEDDA.—Le shérif vendra aujourd'hui, à la Bourse des Marchands, rue Royale entre Canal et Bonane, toutes les propriétés foncières appartenant à la succession Gavino Ledda. Ces propriétés sont parfaitement situées et offrent aux capitalistes l'occasion d'un placement avantageux. Nous appelons surtout l'attention de ces derniers sur un des immeubles que le shérif vendra et qui est considéré comme une des plus belles propriétés du haut de la ville.

THEATRE DE L'OPERA.—Une représentation extraordinaire sera donnée jeudi prochain, 29 du courant, au Théâtre de l'Opéra, pour le bénéfice d'adieu de M. Julian, avec le concours de plusieurs artistes distinguées de la troupe allemande autorisée par leur directeur, M. Riedel, et avec l'assistance de l'ancienne troupe française du Théâtre d'Orléans et de quelques acteurs bien connus du Théâtre de l'Opéra. Cette représentation vraiment extraordinaire se composera de chants dramatiques, de comédies, de vaudevilles et de solos de violon et de flute. Le programme annonce le *Duo des Huguenots*, et le *Trio du Toreadors*, le *Croque poule*, de M. Meyer, et *Frappé au cœur*, de Paul de Kock, le *Carnaval de Venise*, de Vieux-Temps, par M. J. Olivaire, le *Manteau de Joseph*, de M. J. Labiche, et le *Chemin droit et le meilleur* de la comédie allemande.—Nous reparlerons de cette représentation dans notre prochain numéro.

FRANCE.

Bruits de modification ministérielle.

(Correspondance particulière de l'*Indépendance Belge*.)

La bourse a été fort agitée aujourd'hui par des bruits de rupture probable avec l'Espagne et d'*ultimatum* posé à cette puissance, avec menace de rappeler M. Barrot, si l'on ne faisait droit à ses réclamations. D'après des renseignements que je crois les plus voisins de la vérité, tout cela serait fort exagéré; il y aurait eu tout au plus, une demande d'explications faite par notre ambassadeur à Madrid au sujet d'une phrase du discours prononcé au sein des Cortès par M. Calderon Collantes, phrase qui a paru blessante pour la France et pour un de ses ministres. Mais on ajoute que déjà le ministre des affaires étrangères espagnol aurait désavoué cette phrase et en aurait rejeté la responsabilité sur quelques sténographes. D'après ce qui se dit encore, mais d'une façon beaucoup plus vague, on ne se contenterait pas ici de ces satisfactions, et l'on demanderait le remplacement de M. Calderon Collantes. Il se pourrait donc que le bruit répandu ces jours-ci de la chute de ce ministre n'eût été que prématuré. Ce qui est certain, c'est qu'une note donnée ce soir par *le Constitutionnel*, avec un caractère tout au moins officieux, contient une sorte de démenti assez dur pour le ministre espagnol.

Rien de nouveau pour l'affaire de Grèce que des bruits contradictoires sur le plus ou moins de probabilité d'une conférence européenne pour la régularisation de la cession des îles Ioniennes, sur la difficulté évidente de trouver un candidat sérieux pour le trône de Grèce. Les princes Nicolas de Nassau et Louis de Hesse déclinent toute espèce de titre à ce rôle hasardeux. En présence de tous ces refus, assez convenables, du reste, il est difficile de prévoir à qui le sort réserve la succession de roi Othon; mais il n'est pas à croire que ces embarras puissent donner à la Grèce des chances même transitoires à la république.

Une note de *la Patrie* confirme ce que je vous disais hier de la mesure plus que réservée avec laquelle le conseil français s'est adjoint, dans les Principautés danubiennes, à la démarche de ses collègues d'Autriche, de Turquie et d'Angleterre, lorsque ceux-ci ont protesté contre la levée de séquestre mis sur le convoi d'armes qui passait par les Principautés à destination de la Servie.

Rien d'Italie, sinon toujours des probabilités de modification ministérielle et de la retraite de M. Farini. On parle des lettres de Rome, le gouvernement pontifical ne cherchant, vis-à-vis de ses partisans de l'absolutisme théocratique, à expliquer les réformes insignifiantes auxquelles il semble consentir, que par la nécessité de venir en aide au gouvernement français, qui assurément se trouverait embarrassé devant les Chambres, s'il ne pouvait justifier de quelques concessions de la Cour de Rome au échange de l'appui qu'il lui prête.

On faisait circuler le bruit du remplacement de M. le comte de Persigny par M. Billault, qu'on mettait le comte de Persigny au ministère d'Etat à la place du comte Walewski. Dans cette hypothèse, les fonctions de ministre sans portefeuille, confiées à M. Billault, échoie raient à M. Rouher qui abandonnerait le portefeuille des travaux publics; mais je n'ai pas besoin de dire que ce dernier fait doit être soumis à un inventaire beaucoup plus sérieux que la nouvelle précédente.

Des bruits de modification ministérielles ont circulé à Paris. Il est presque inutile d'ajouter que ces rumeurs n'ont pas le moindre fondement. On a parle aussi d'une sorte d'antagonisme qui se produirait dans les conseils de l'Empereur au sujet du prochain discours de la Couronne, qui doit être prononcé, comme on sait, à la date fixe du 12 janvier, indiquée ce matin par le *Moniteur*. Une partie des ministres de l'Empereur aurait exprimé le vœu qu'une phrase sympathique à l'Italie fût insérée dans le discours de la Couronne. D'autres membres du cabinet auraient cru voir, dans l'insertion d'une pareille phrase, une nécessité pour eux de renoncer au portefeuille qu'ils tiennent (et l'on d'eux assez résolument) des mains de l'Empereur. Je serais fort étonné, pour ma part, qu'on ait pu songer à discuter d'avance les termes d'un discours dont habituellement le souverain donne tout au plus lecture à ses ministres la veille du jour où il doit le prononcer.

Ce qui paraîtrait être vrai, c'est que les éléments contradictoires dont se compose à l'heure qu'il est le conseil officiel, ont trompé jusqu'à présent toutes les espérances non de conciliation sans doute, mais de fusion. En cet état de choses, et l'unité ne régnant pas précisément par les agents supérieurs de la machine gouvernementale, ce qui peut avoir pour résultat de neutraliser le mouvement général par la lutte incessante des forces opposées, on aurait plutôt intérêt à éviter des débats publics auxquels il deviendrait difficile de donner une solution un peu nette. C'est ainsi que de grands efforts sont faits auprès du prince Napoléon, et des ménagements qui partagent ses opinions pour les engager à ne point porter la parole au Luxembourg. On va même jusqu'à prétendre qu'on se serait demandé s'il était possible d'ouvrir la session dans un discours du Trône; mais il est évident que, dans le cas où cette hypothèse aurait été posée, elle a dû être forcément résolue par la question constitutionnelle, les termes dans lesquels le droit d'adresse a été hasardé aux Chambres impliquant nécessairement l'initiative exclusive de la Couronne.

Quoi qu'il en soit, et en un terme dont rien mal sonnant à la lutte sourde qui divise en ce moment les conseillers du gouvernement, qui doute que les influences inaugurées par l'arrivée aux affaires de M. Drouyn de Lhuys ne prévalent complétement devant les grands corps de l'Etat. Il est indubitable que le gouvernement de l'empereur finira par revenir aux traditions d'une politique démocratique et nationale; mais, selon toutes les probabilités, nous ne sommes pas en core près de ce moment.

Les échanges de communications sont très fréquentes depuis quelques jours entre les ambassadeurs de France et d'Angleterre, et notre ministre des affaires étrangères. Le 10, lord Cowley et M. de Bodisco doivent une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys.

Il y a eu hier et aujourd'hui grande chasse à Chantilly, chez lord Cowley. L'ambassadeur d'Angleterre a été rejoint par M. Drouyn de Lhuys, très longuement accompagné par M. Thouvenel, ce qui prête à encore plus de vraisemblance à la question des prochains remaniements ministériels. Quoi qu'il en soit, le ministre des affaires étrangères a été l'objet de toute espèce de prévenances de la part de ses hôtes, et il a été question, à l'occasion de la soirée, de la prochaine visite de l'empereur à Chantilly.

On croit que M. Albert de Broglie, l'académicien, se portera aux prochaines élections générales dans le département de l'Eure.

M. de Lagrénonnière publie dans *La France* une série de lettres sur la situation intérieure du pays.

On parle des chances qu'aurait maintenant le général de Lorencez pour une des places vacantes au Sénat. Outre la candidature au Corps Législatif de M. Thiers, toujours problématique, il est vrai, il est question de la candidature de M. Dufaure à Paris.

On annonce un nouveau procès de M. Mirès. Le célèbre banquier intenterait une action à M. le vicomte d'Aubiehl, administrateur provisoire du *Constitutionnel* et du *Pays*, afin d'avoir à lui rendre ce à lui payer la gérance de ces feuilles.

Je vous ai dit que le nouveau journal *La Nation*, entreprendrait, sous la direction de M. Granier de Cassagnac, une campagne contre *La France*. Non seulement *cette plume de guerre*, comme on l'a surnommée, prendrait à partie M. le Luguéronnière, mais ensuite M. de Girardin, M. Guéroult et même, dans une certaine mesure (ce qui étonnera davantage), M. Veuillot. Le feuilleton des théâtres est connu, dans *La Nation*, à M. Albéric Second.

Dans la nuit du 20 au 21 décembre, on a arrêté ici trois jeunes Polonais, un quatrième a été laissé en libre sur parole. Leurs papiers ont été saisis et des traites ont été confisquées. J'ignore le motif de ces arrestations et ne puis supposer qu'il ait été, comme on le prétend, contre ces jeunes gens de l'imputation d'être affiliés au comité central de Varsovie.

C'est la semaine prochaine que doivent paraître la nouvelle brochure de M. Proudhon et la réponse de M. Eug. de Mirecourt à M. Emile Augier.

LA CONFISCATION REPUDIEE PAR LE CZAR.

Nous lisons dans le *Constitutionnel* :

L'empereur Alexandre vient de signaler son règne par un nouvel et important acte de conciliation à l'égard de la Pologne.

On sait qu'à la suite de l'insurrection de 1830 et 1831, les biens de tous ceux qui avaient pris part à cette lutte furent confisqués. Un ukase impérial lève toutes les confiscations qui avaient été maintenues jusqu'à présent en Pologne. Les biens confisqués seront rendus aux Polonais, aussi bien à ceux qui sont restés dans leur pays qu'à ceux qui vivent dans l'exil, et même aux enfants de Polonais, nés à l'étranger.

La peine de confiscation est depuis longtemps supprimée dans presque tous les codes de l'Europe occidentale. La société civilisée n'admet pas que la famille d'un condamné, quelle que soit l'étendue de son crime, puisse être frappée jusque dans sa fortune, et que la misère vienne augmenter les souffrances de ceux qui sont privés de leurs soutiens naturels.

LE DISCOURS DE M. CALDERON COLLANTES.

On lit dans la *Correspondance Havas* :

"On nous écrit de Madrid que des réclamations auraient été adressées à M. Calderon Collantes, par M. A. Barrot, au sujet des allégations présentées par le ministre espagnol dans un récent discours. La même correspondance ajoute que M. A. Barrot aurait reçu l'assurance que des explications satisfaisantes seront données, et nous voyons dans le compte-rendu de la séance du 16 du 18, un commencement d'explication de cette promesse. Nous lisons en effet dans le compte rendu de la *Gazette de Madrid* :

"C'est ici le lieu, a dit M. Collantes, de répondre à ce qui a été rappelé, à savoir que dans la séance du 12 le ministre des affaires étrangères avait donné un démenti à M. Barrot, renseignement aux informations données par ce dernier à son gouvernement touchant l'ordre royal adressé au comte de Reus, sur les préliminaires de la Soledad. C'est la une supposition toute gratuite. La précipitation avec laquelle a été lancé le défi che en question aurait pu faire croire à l'ambassadeur de France qu'elle contenait la réprobation des préliminaires. Mais je suis loin de penser que cette interprétation ait été le résultat d'une volonté délibérée bien arrêtée. Lorsqu'on a entendu M. Bermudez de Castro soutenir que les préliminaires avaient été désapprouvés, il n'y a pas lieu de s'étonner de l'appréciation de M. Barrot !"

La France au Mexique.

(*Extrait du Constitutionnel du 23 décembre*)

D'après certains passages du discours de M. Calderon Collantes au sénat espagnol, on a pu supposer que la France aurait reconnu que, pour terminer la guerre et fonder au Mexique ou ordre de choses stable, elle ne pourrait se passer de la coopération de l'Espagne. Ce qui a pu donner encore crédit à cette supposition, c'est le langage d'un journal du soir affirmant que le cabinet des Tuileries accepterait le concours des troupes espagnoles avant même l'entrée de nos troupes à Mexico, qu'un projet de convention serait déjà dressé à ce sujet et que le général Concha aurait le commandement des troupes espagnoles envoyées au Mexique. Il n'y a rien de vrai dans tout cela, et nous allons rétablir les faits dans leur exactitude.

Quand les trois puissances s'entendaient pour faire la guerre, il était tout naturel qu'elles dussent s'entendre pour faire des traités; mais la France étant restée seule à poursuivre les réparations qui lui étaient dues pour le passé et les garanties que réclamait l'avenir,—à qui pourrait-on faire croire qu'après le succès de ses armes, elle aura à attendre les avis, ou le consentement, ou la coopération d'autrui, pour accepter les réparations auxquelles elle a droit, et pour reconnaître le gouvernement qui lui offrirait les garanties nécessaires?

Nos intérêts ont cru devoir s'arrêter, nous avons cru devoir aller en avant. Chacun a la responsabilité de sa conduite, et la France ne saurait pas d'assumer la responsabilité entière de l'entreprise qu'elle poursuit au Mexique. Même matériellement, du reste, il serait impossible qu'il en fût autrement, car nous seuls sommes en présence du gouvernement de Juarez, et quand les Mexicains prendront leur parti, ne seront-nous pas seuls à pouvoir leur répondre et à pouvoir prendre ainsi une décision immédiate?

Mais, quoi qu'il arrive, disons encore une fois que ce qui a été vrai dès le commencement et ce qui ne cessera pas de l'être, c'est que jamais la France n'a eu dans l'expédition du Mexique une affaire d'ambition particulière : ni conquête, ni colonie, telle a été sa pensée constante. Elle sera donc heureuse, au retour de la paix, de voir le Mexique reprendre, avec ses relations avec les autres puissances, et celles-ci par leur concours vis-à-vis de lui, le gouvernement que les Mexicains rendus à eux-mêmes se seront donné.

PAULIN LIMAYRAC.

VINS.—M. L. B. SANARENS, No 354 rue de Chartres, près Esplanade, a de très bon vin rouge, ainsi que du muscat et du vermouth, qu'il vendra aux familles à des prix modérés. Voir aux annonces.

AVIS IMPORTANT POUR LES EXPEDITEURS ET VOYAGEURS.— Dans une autre colonne on trouvera une annonce de J. Workman & Co, qui ont obtenu des autorités compétentes le privilége de transporter des passagers et du fret sur la ligne du fort St-Philippe à Baton-Rouge, pour tous les points intermédiaires, par transports à vapeur du gouvernement, partant tous les jours, et aussi par des bâtimens à voile et à vapeur pour New-York. Cette maison annonce qu'elle est préparée à prendre du fret et des passagers aux conditions les plus libérales.

EDITION D'HIER SOIR.

L'excursion du Bayou Teche.

Il résulte d'une lettre publiée dans la *Delta* et datée du camp de Stevens le 20 janvier, que l'expédition envoyée au Bayou Tèche et qui se composait de la brigade de réserve et des canonnières est revenue de suite après aux attaques sur les retranchements, dans laquelle le commodore Buchanan a été tué. Le correspondant dit que la perte des confédérés a été de 14 tués et de 42 prisonniers; et que le colonel McWhorters, chef des guérillas et le capitaine Fidler du *Cotton*, ont été blessés. Le capitaine Stevens, l'ancien commandant du bélier *Arkansas* qui se trouvait dans la cabine du pilote, aurait été tué; et le *Cotton* aurait eu en tout 15 tués et 31 blessés.

Le correspondant dit qu'à quatre heures du matin dans la nuit on vit un bateau descendre le bayou et débarquer des troupes aux retranchements. A quatre heures trois quarts ce bateau était en feu, et la lettre dit que le général, convaincu que ce bateau était le *Cotton*, a fait revenir l'expédition. Au dire du correspondant le *Cotton* aurait été brulé par ordre du général Mouton; mais il ne dit pas de qui il tient ce renseignement.

L'ILE No 10.—On lit dans l'*Intelligencer* de Washington :

"Il résulte de rapports reçus de l'Ouest qu'il n'y avait nulle nécessité, récemment, de retirer l'artillerie des positions du gouvernement à l'île No 10. Voici les faits :

"Le général Davis, informé qu'il entrait dans les plans des confédérés de prendre l'île No 10, et d'intercepter ainsi les transports sur la rivière, et craignant qu'ils ne réussissent, envoya l'ordre à l'officier commandant d'enclouer ces canons, de détruire ses munitions, et d'évacuer la place. Il chargea en outre son adjudant de s'assurer que l'ordre était exécuté. Soixante-dix-neuf canons ont été enclonés lundi dernier, et environ dix mille cartouches jetées à la rivière. Les 150 hommes qui occupaient l'île ont prétexté, mais le sacrifice a néanmoins été consommé."

STEAMER ATTENDU.—Le steamer *Creole* est parti de New-York pour la Nouvelle Orléans le 17 courant. Il pourra donc arriver ici lundi prochain.

LA TISIPHONE.—Ce steamer de guerre parti de France il y a plus de deux mois pour venir en station à la Nouvelle-Orléans, et sur le sort duquel on avait de sérieuses inquiétudes, a touché dernièrement à la Havane. Il sera ici dans quelques jours.

MISSOURI.

Tandis que le général Curtis remportait de St Louis de grandes victoires dans l'Arkansas, tandis que les généraux Schofield, Blunt et Herron se flattaient d'avoir reconnu *Hindmen* et *Marmaduke* au-delà de la rivière Arkansas, sur les frontières du Territoire Indien, le second de ces généraux envahissait le Missouri avec un petit corps de 6,000 hommes et paraissait tout à-coup jeudi matin devant Springfield, le champ de bataille tant de fois disputé du Missouri. Le général intuitionniste Brown a défendu la place de son mieux. A 3 heures il télégraphiait qu'il occupait de fortes positions et qu'il espérait bien anéantir l'ennemi. Mais le soir on recevait l'avis qu'il avait reçu une grave blessure. Du reste, les fédéraux étaient encore maîtres la ville et avaient repris un de leurs canons dont les confédérés s'étaient d'abord emparés des premiers. Le bruit courait aussi de leurs succès et l'on comptait que Springfield pourrait résister. De son côté, *Marmaduke* attendait des troupes fraîches de l'Arkansas. Nos nouvelles s'arrêtent là.

Nous ne voulons pas nous exagérer la portée du coup de main de Marmaduke, mais son entreprise prouve que, dans le sud du Missouri comme ailleurs, la révolution est une hydre à cent têtes que des forces considérables sont peu encore parvenues à terrasser. Combien de fois a-t-on proclamé que le sol missourien était à jamais à l'abri des incursions sécessionnistes? Aujourd'hui voilà Jefferson Thompson aux portes de New Madrid, et Marmaduke devant Springfield Certes, aucun avis n'était plus intempestif. Holmes, ayant voyant un corps d'armée dans le Missouri, a sauvé Little Rock. Menacé par le général Herron, dans les plaines de Springfield. Il faudra que Herron rétrograde de Van Buren, où il insèrera sans doute Hindmen en paix, pour secourir les comtés méridionaux du Missouri. Il a eu le tort de traverser la rivière Arkansas à un détachement dont on n'a plus eu de nouvelles, et qui il sera forcé d'abandonner ou de laisser derrière lui.

Courrier des E. U.

MUTINERIE LA VEILLE D'UNE BATAILLE.

(*N. Y. Times du 9*)

Une troupe de cavalerie Pennsylvanienne connue sous le nom de troupes d'Anderson, a refusé de se battre à Murfreesboro et maintenant elle essaie de se justifier du reproche. Le pub ic qu'elle n'avait aucune confiance dans ses officiers et qu'elle avait été désappointée de n'avoir pas été choisie pour faire partie de la garde de Rosencrans. La discipline de ces récalcitrants est exactement semblable à celle de ces étrangers qui donnent leurs démissions sur le Potomac par suite de la révocation du général McClellan, ou comme celle de ces orateurs et écrivains qui ont toujours depuis déniqué le gouvernement pour la liberté dont il use envers le général. Si le président n'a pas le droit de nommer le général en chef, il n'a pas non plus le droit de faire engager une bataille et les soldats seuls en décideront. En bien, nous prenons la liberté de dire aux cavaliers d'Anderson que s'ils eussent été engagés un peu plus loin au sud et qu'ils eussent été appelés à charger, ils n'auraient pas fait mieux que de rester à la maison, ou à cheval à la queue de leurs camarades. Ils auraient été chassés pour leur lâcheté et leur trahison, et c'est un grand dommage que le général Rosencrans ne puisse leur offrir ce même genre de consolation.

Nouvelles diverses.

Un mémoire anti-esclavagiste.

Un document volumineux a été présenté le 7 janvier au Sénat fédéral, sous la forme d'un mémoire de Geo. B. Cheever et autres ministres et membres des églises chrétiennes de New York et de Brooklyn, convoqués à l'église des Puritains. Ces membres condamnent la manière indécise avec laquelle la guerre a été conduite et ce qui regarde l'esclavage et ils recommandent qu'on poursuive une politique plus énergique pour l'émancipation totale, sans condition et immédiate des esclaves, que les appartiendraient à des citoyens loyaux ou déloyaux, et pour la prompte fin de la rébellion.

Esclaves qui se font libres.

Depuis Noël les esclaves des comtés méridionaux du Maryland refusent en grand nombre de travailler pour rien. Ils allèguent qu'ils sont devenus libres le 1er janvier, en vertu de la proclamation du président. Les maîtres n'ont plus qu'à employer la force contre eux, pour ne pas les irriter et les pousser à quelques actes de violence. Quelques uns des propriétaires, afin d'avoir la paix dans la famille ont consenti à payer des gages; d'autres refusent et les nègres s'en vont par bandes.

Départ pour le Sud.

Le steamer *New-York* est parti le 7 de la ville de ce nom, avec 150 femmes et enfants pour Richmond et d'autres parties du Sud. Ces personnes ont été amenées avec permission et aux frais du gouvernement fédéral. Près de 600 demandes avaient été adressées et accordées, mais tous les postulants n'ont pas profité de l'autorisation. Huit officiers avaient été préposés pour examiner les bagages. Ils ont trouvé dans beaucoup de malles des toilettes de divers genres, des aiguilles, des épingles, des souliers, du fil, etc. Les articles destinés à la spéculation ont été déclarés articles de contrebande. Le wharf était foulé du monde, et les partants ne paraissaient pas manquer d'amis.

Le président Lincoln et Burnside.

M. Lincoln exprime maintenant l'opinion que Burnside aurait emporté les ouvrages de Fredericksburg s'il eut eu l'active et franche coopération des commandants de corps et de divisions." Il est certain, dit M. Lincoln, que les munitions de l'ennemi étaient épuisées, et cela explique le *caractère pusillanime* des projectiles dont il s'est servi le dimanche, aussi bien que l'impuissance de bombarder les troupes fédérales après la bataille.

La proclamation d'émancipation.

Le correspondant du *Times* lui écrit de Washington que la minorité du comité judiciaire de la Chambre des Représentants a l'intention de faire un rapport condamnant la proclamation d'émancipation du président comme un acte inconstitutionnel.

Suicide du capitaine Ellwood.

Le comité fédéral sur la direction de la guerre s'est réuni le 8, dans le but de faire une investigation, conformément à une résolution de la Chambre, sur les causes de la mort du capitaine Ellwood qui s'est suicidé, il y a quelques semaines, dans la prison du vieux Capitole. On allègue qu'il y a, concernant cette affaire, des choses qui doivent être portées à la connaissance du gouvernement.

L'EMBARGATION DU RHODE-ISLAND.—On se souvient qu'au moment où le *Monitor* achevait de disparaître, une embarcation du Rhode Island fit une dernière tentative pour accoster l'épave et sauver les derniers hommes du bâtiment naufragé, qui s'étaient réfugiés au sommet de la tourelle. Rien n'avait reparu et l'on avait dû considérer comme perdus les braves marins, qui s'étaient dévoués pour aller à la recherche de leurs camarades.

Le capitaine Rockwell annonce qu'une goélette faisant le cabotage et se rendant à Fernandina a recueilli sur les bancs d'Hatteras l'équipage de l'embarcation du *Rhode-Island*. Dans cette opération, la goélette elle-même s'est jetée à la côte. Les marins sauvés ont été pris à bord par un steamer du gouvernement, qui les a débarqués en sûreté à Hatteras.

On n'a plus entendu parler des derniers naufragés de *Monitor*.

La panique dans la rue Wall.

(Extrait du *World* du 10 janvier.)

Depuis le moment où il fut connu, avant-hier, que le comité des voies et moyens rapporterait le bill de M. Spaulding, jusqu'à trois heures hier après-midi, le plus fol esprit de spéculation qu'on ait jamais vu dans l'histoire de cette ville a régné dans la rue Wall. On était prêt à lancer toute espèce d'embarcation spéculative sur les nouveaux flots de papier monnaie qui semblaient s'étendre sans limites comme la mer déchaînée, et toute la flotte bigarrée se balançait sur les vagues enflées, entraînée par l'espoir d'une fortune soudaine. Les actions de chemin de fer ont été achetées à des prix qui montaient de figure en heure; on a acheté des parts de mines, on a acheté des marchandises; on recherchait avec empressement, avec furie, toute espèce de propriété qui pût servir de placement aux capitaux, pendant que les prix montaient rapidement et que des centaines de spéculateurs en concurrence se livraient à une course effrénée en cherchant à se dépasser les uns les autres dans la poursuite.

Mais hélas, pour la vanité de ces espérances nouvellement enfantées! Hier, vers la fin de l'après-midi, le bruit se répandit que le grand dieu mammon de la finance, que le Mystère qui régit ces vagues enflées, arrivait de Washington pour négocier un nouvel emprunt de 50 millions. La perspective de ce tirage inattendu sur le marécage monétaire a été comme l'approche soudaine d'une trombe. Comment les spéculateurs supporteront-ils les énormes fardeaux dont ils se sont empressés de se charger, si le gouvernement exchérit contre eux pour l'argent qu'on pouvait se procurer si aisément hier matin? Les spéculateurs qui sont sur la terre ferme s'attendent à voir toute la flotte englottie sous les flots sur lesquels elle avait navigué depuis 48 heures avec une si folle vivacité.

La panique soudaine qui la ruine probable qui ont saisi ainsi les spéculateurs de la rue Wall ne représentent qu'une minime conséquence du nouveau plan financier qu'on bâcle maintenant à Washington. La spéculation peut être arrêtée pour le moment, mais si le bill actuellement rapporté au Congrès passe, elle reparaîtra sur une échelle plus gigantesque et infectera tout le pays. Une classe particulière de spéculateurs peut être convertie en canards boiteux; mais toute la communauté deviendra spéculatrice et se jettera à l'eau si on la lâche les écluses de ce nouveau papier non rachetable. L'argent (ou ce qu'on appelle ainsi) deviendra si abondant et se dépréciera si rapidement qu'il y aura une course universelle et échevelée pour tous les objets de placement.

Les détenteurs de propriété de paille deviendront tous pour la conversion en propriété actuelle. Dans les soubresauts de hausse de toutes les valeurs nominales, chacun lutters pour être le premier à sauter toutes les propriétés d'une manière intrinsèque. Il ne faut pas plus de sagacité pour prédire comment tout cela finira, qu'il n'en faut pour prédire que si une flottille de goélettes du lac chargée de grain dérive dans les rapides au-dessus de Niagara, elle sera entraînée sur la crête de la cataracte et finira par plonger au—univres, cargaisons et équipages—dans le terrible tourbillon d'écume qui est au-dessous.

Le plan, si gros de ruines, se trouve incorporé dans un bill composé de neuf sections, dont de clauses, dépouillées du verbiage du style législatif, peuvent être établies succinctement comme suit :

1e—Pour l'émission de $500,000,000 d'obligations des Etats Unis, à six pour cent, en sommes d'au moins $50 et rachetables au gré du gouvernement après 20 ans; ces obligations seront une partie de la masse totale ayant cours légal, des certificats de dette, ou des billets du Trésor des Etats-Unis. Il ne sera pas émis plus que $400,000,000 en vertu de cet acte, et l'intérêt des émissions autorisées sera payé en espèces.

2.—Autorise l'émission de $500,000,000 en billets du Trésor de dénominations qui ne seront pas au-dessous de $10 ni au-dessus de $1,000, portant 7 30/100 par cent par an. Ces billets pourront être convertis en gré des détenteurs en obligations à six pour cent, et seront reçus en paiement de toutes les dettes qui sont dues aux Etats Unis, excepté les droits de douane, et elles pourront être émises de nouveau après avoir été reçues en paiement.

3e—Autorise l'émission de $500,000,000 de billets sur demande, ayant cours légal, de la dénomination de $1 et au-dessus, qui pourront être convertis au gré du détenteur en obligations à 6 pour cent.

4e—Autorise l'émission de petits billets fractionnels pour une somme qui n'excèdera pas $50,000,000, y compris ceux qui sont actuellement en circulation.

Les articles 5 et 6, s'occupent de détails.

7 Les taxes ou taxe de un pour cent demi annuellement sur tous les fonds en circulation émis par les banques ou les associations, au-delà du montant ci-dessous indiqué.

Capital n'excédant pas de		du pour cent.
"	$100,000,	50
"	150,000,	75
"	200,000,	00
"	1,000,000,	50
"	1,500,000,	00
"	2,000,000,	50
"		25

Ceptaux plus forts.....

8 Modifie l'acte du 9 août 1861 de façon à autoriser le dépôt dans les banques nationales de tout les coupons payables des emprunts ou des revenus internes en recevant comme garantie un montant égal d'obligations des Etats-Unis ou de billets du Trésor.

9. Modifie applicable à celle de ces classes des actes 5 et 7 le 1er juillet 1862, pour la punition de la contrebande et de l'aliénation frauduleuse de ces fonds publics.

On voit que les émissions autorisées par les sections 2, 3 et 4,—celle-ci n'en totalisant à la somme énorme de $1,400,000,000—doivent être versées dans le canal de toute circulation déjà trop pléthorique. L'idée première de ce projet gigantesque pour arriver, ou plutôt pour fonder et noyer notre monnaie courante déjà si étendue, est trop évidente pour échapper à l'inspection la plus superficielle. L'objet en est de vendre les obligations qu'on émettra en vertu de la première section de l'acte. L'expérience de M. Chase, l'année dernière, lui a montré que même avec l'or à 30 0/0 de prime il ne pouvait vendre des obligations à 6 0/0 avec l'intérêt payable en espèces.

On en conclut, donc, que le papier ayant cours légal a plus de valeur que les obligations, et on veut le rendre si abondant et si bon marché qu'il vaudra moins, de sorte que les détenteurs de ce papier seront disposés à le convertir en obligations. Mais même si l'on pouvait compter sur ce résultat, ce ne serait pas une compensation pour la ruine que le système infligera. Recourir à des emprunts forcés des banques et à une émission générale des prophéties dont à besoin le gouvernement, avec promesse de pumpenation après la guerre, serait à peine pire. Ce ne serait voler qu'une partie de la communauté, mais le plan proposé volera et ruinera tout le monde, même les spéculateurs qui en profiteront plus dans un moment mais qui seront enveloppés dans l'explosion finale et la chute finales. Mais il n'est pas probable que les détenteurs de la monnaie courante, quelle que soit la dépréciation qu'on lui fasse subir, veuillent l'échanger contre des obligations.

La guerre en Amérique.

(*Extrait de la France du 17 décembre.*)

Le peuple américain, passait jadis pour le modèle de l'esprit pratique. C'était une réputation usurpée.

Jamais peuple n'a sacrifié avec plus d'aveuglement, et, une utopie, son indépendance, ses institutions, ses intérêts matériels les plus chers.

Pour nous, quel que soit le résultats définitif de la lutte effroyable où s'exterminent les populations du Nord et celles du Sud, que l'ancienne Union soit rétablie par la force ou définitivement brisée, il est certain que la République de Washington ne se relèvera pas, peut-être avant des siècles, du coup mortel qu'elle s'est porté de ses propres mains.

Voici, en effet, l'inévitable écueil où la politique outrancière de M. Lincoln et des républicains exaltés dont il est l'instrument, entraîne les destinées de l'Amérique.

Mettons hors de cause la question de l'esclavage.

Pour donner un prétexte de philanthropie à cette lutte insensée, on a fait de l'abolition de l'esclavage le drapeau de la guerre, tout bien soit l'esclavage sera aboli. Mais, voyons ce que sera l'Amérique du Nord, lorsque la lassitude aura fait tomber enfin les armes des mains de ses frères ennemis.

Elle aura perdu fatalement toutes les libres institutions qui faisaient sa grandeur et sa force. Le Sud pourra être vaincu, mais on ne contiendra ses haines vivaces que par la dictature militaire; cette situation changera toutes les conditions de l'équilibre politique et de la représentation des Etats; le gouvernement de Washington devra se modifier : la centralisation succédera aux autonomies locales dont les Etats-Unis étaient si fiers; l'autorité se personnifiera davantage, et le *self gouvernement* disparaîtra.

L'Amérique sortira de cette longue lutte, ruinée, épuisée d'hommes et de ressources, grevée d'un budget gigantesque, embarrassée de soldats dont elle ne saura où diriger les ambitions impatientes, obligées de subir, comme les Etats du vieux continent, le système des grandes armées permanentes.

Commercialement et économiquement, les résultats seront bien autrement désastreux.

Le Sud, privé de ses travailleurs actuels, de cette population nègre, acclimatée et produisant à bon marché, aura plus, de longtemps, ces riches récoltes de coton, de tabac, etc., qui alimentaient les échanges du monde entier et enrichissaient le commerce intermédiaire du Nord. L'appauvrissement et la stérilité des Etats producteurs amèneront la décadence et la ruine des Etats consommateurs et commerçants.

Pendant ce temps, l'industrie européenne, forcée, par la folie persistante des Américains, à chercher et à créer ailleurs les matières premières qui lui sont indispensables, aura développé partout, dans l'Inde, en Algérie, sur tout le littoral de la Méditerranée, la culture coloniale; puis, quand, au bout de plusieurs années, l'Amérique aura pacifié, elle trouvera, avec désespoir, que le coton industriel peut se passer de ses produits, elle même, ne peut désormais produire qu'à des conditions onéreuses, dont la concurrence universelle n'aura plus à s'inquiéter.

N'y a-t-il pas, dans toutes ces prévisions, de quoi faire réfléchir les hommes d'Etat, les producteurs et les négociants américains?

Lorsque le gouvernement français leur conseillait de suspendre leurs combats fratricides, il parlait autant au nom de l'humanité qu'au nom des intérêts les plus sérieux de l'Amérique.

Mais que peuvent le bon sens et la raison pratique, contre la passion, le fanatisme, et les emportements de l'esprit de parti?

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PRÉVOTALE DES E. U.—Dans l'affaire P. Borey vs les exécuteurs de T. A. Morgan, M. Thomas, avocat du demandeur, a exprimé le désir qu'il n'y eût pas d'interruption. M. Hunt, qui représente le défendeur, s'est opposé à la continuation en se fondant sur ce qu'il n'était pas prêt, qu'il avait reçu la pétition hier seulement et qu'il existait en outre d'autres irrégularités. La propriété en litige avait été séquestrée, soustraite à la garde militaire par un cautionnement valide et cependant elle est encore en la possession d'un gardien civil—M. Cutler a répondu que M. Hunt ne représentait légalement aucun des défendeurs, attendu que ces derniers étaient absents, que M. Hunt n'avait pas leur procuration et que le cautionnement n'était pas donné par une personne acceptée. M. Hunt a prouvé qu'il était le représentant légal, que le cautionnement était valide et il a été convenu que l'affaire serait fixée à vendredi prochain.

L'affaire de B. S. Smith vs. Leonal a été fixée au même jour, sur demande de M. Hunt.

Le tribunal a donné gain de cause à M. Peyrault qui réclamait $450 à M. Smith pour la pose de chaudières à encre sur la plantation du défendeur.

SIXIEME COUR DE DISTRICT.—Les jurés ont accordé